

**Programme opérationnel régional FEDER-FSE  
de l'Île-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020  
« Investissement pour la croissance et l'emploi »**

**Appel à projets spécifique FEDER et FSE pour les années 2015 et 2016**

**FSE : Axe prioritaire n°3  
« Favoriser la création et reprise d'activité  
assurer une intégration durable dans l'emploi »**

**« Actions en faveur de l'entrepreneuriat »**

**Date de lancement de l'appel à projets : 16 octobre 2015**

**Dates limites de dépôt des candidatures :**

- **17/12/2015** pour les projets se déroulant uniquement sur l'année civile 2015 et se terminant donc au plus tard le **31/12/2015**)
- **30/01/2016** pour les projets se déroulant sur les deux tranches annuelles, se terminant postérieurement au 31 décembre 2015 et au plus tard le **31 décembre 2016**

**Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.**

Il est demandé aux porteurs de projet d'anticiper le dépôt du dossier de demande de subvention sans attendre la date limite de dépôt.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale, accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens : <http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

**A NOTER :**

- **Trois types de projets sont recevables, mais chacun de ces projets doit faire l'objet d'un dépôt de dossier sur la plateforme**
- **Les « Groupements de créateurs » font l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt spécifique et ne peuvent par conséquent pas répondre au titre du présent appel à projet**
- **Les projets retenus dans le cadre de l'appel à projet du volet urbain du Programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 (projets investissements Territoriaux Intégrés dits ITI) ne pourront pas être cofinancés par le présent appel à projets**

## Sommaire

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>I/ PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS.....</b>	<b>5</b>
I.1/ CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE DE L'APPEL A PROJETS.....	5
I.2/ OBJECTIF DE L'APPEL A PROJETS .....	6
<b>II/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS .....</b>	<b>6</b>
II.1/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS .....	6
A/ PROJETS SOUTENUS .....	6
B/ ACTIONS SOUTENUES .....	7
C/ ORGANISMES ET PUBLICS BENEFICIAIRES .....	7
D/ TERRITOIRE .....	8
II.2/ MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FSE .....	8
II.3/ COFINANCEMENTS .....	8
II.4/ TEMPORALITE DU PROJET.....	8
II.5/ MODALITES DE DEPOT DU DOSSIER .....	9
II.6/ COMPLETUDU DU DOSSIER .....	9
<b>III/ MODALITES ET CRITERES DE SELECTION .....</b>	<b>9</b>
III.1/ MODALITES DE SELECTION DES PROJETS .....	9
III.2/ ANALYSE EN OPPORTUNITE DES PROJETS SOUTENUS .....	10
<b>IV/ CALENDRIER DE SELECTION .....</b>	<b>11</b>
<b>V/ CONFIDENTIALITÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>12</b>
ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS.....	12
ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI) .....	13
1/ TRANSPARENCE COMPTABLE .....	13
2/ RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE .....	13
3/ RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT .....	13
4/ RECOURS AUX OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES .....	13
6/ COMMUNICATION EUROPEENNE .....	16
7/ CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES .....	17
8/ CONSERVATION DES PIECES .....	17
ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS.....	18
ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES DE RECUEIL DES DONNEES RELATIVES A LA SITUATION DES PARTICIPANTS.....	19

**ANNEXE 5 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES ..... 26**

## PREAMBULE

---

Pour la période 2014-2020, les fonds européens structurels et d'investissement constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Île-de-France.

C'est par l'élaboration d'un Programme opérationnel régional FEDER-FSE<sup>1</sup> favorisant la synergie des fonds communautaires, nationaux et régionaux que la Région Île-de-France propose des solutions adaptées aux enjeux identifiés dans le diagnostic territorial stratégique élaboré en 2012.

Les orientations retenues s'articulent avec les objectifs de la stratégie Europe 2020, adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010, afin de lutter contre la crise et de créer les conditions favorables à une croissance européenne intelligente, durable et inclusive :

- Une croissance intelligente : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- Une croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- Une croissance inclusive : encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Concernant la croissance inclusive, ces orientations se sont traduites dans le POR FEDER-FSE 2014-2020 adopté le 18 décembre 2014 par une dotation de 55,612 millions d'euros de crédits FSE attribuée au soutien à l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et les créations d'entreprise, y compris les micro, les petites et moyennes entreprises innovantes soit 18,9 % des crédits FSE de l'ensemble du programme opérationnel.

Le présent appel à projets mobilise une dotation FSE de 11 500 000 € au titre de cette priorité pour les années 2015 et 2016.

**L'appel à projets vise à favoriser l'accessibilité des publics éloignés de l'emploi, particulièrement les femmes, les jeunes et les publics des quartiers politique de la ville, à un parcours d'accompagnement complet et sécurisé à l'entrepreneuriat, afin d'améliorer la pérennité des entreprises ainsi créées.**

**Pour atteindre cet objectif, l'appel à projets vise trois types de projets différents :**

- soutien à la création / reprise d'activité ;
- soutien à la création / reprise d'activité par les femmes ;
- soutien à la création / reprise d'activité dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

**Chaque projet déposé devra relever d'un de ces secteurs uniquement. Les porteurs de projets intervenant sur plusieurs de ces secteurs devront déposer un dossier de demande de subvention FSE par projet sur la plateforme des aides régionales.**

**Le type de projet – libellé du secteur du projet tel que mentionné ci-dessus - devra clairement apparaître en tête du champ « Objet » sur la page « Caractéristiques » de la plateforme de dépôt.**

**Le présent appel à projets mobilise une dotation FSE de 11 500 000 € au titre de cette priorité.**

---

<sup>1</sup> Ci-après POR FEDER-FSE 2014-2020

## I/ PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

---

### I.1/ Contexte et problématique de l'appel à projets

La Région Île-de-France a recensé 147 000 créations d'entreprises en 2014, dont la moitié sous forme d'auto-entreprises, selon l'Observatoire de l'Agence pour la Création d'Entreprises<sup>2</sup>. Elle enregistre ainsi une augmentation de 6% de créations par rapport à 2013, ce qui en fait l'une des régions françaises les plus dynamiques en matière d'entrepreneuriat.

Selon l'INSEE, le profil des créateurs a évolué, notamment avec le lancement du statut d'auto-entrepreneur en 2009 qui rend la création d'entreprise plus accessible. Certains publics restent toutefois sous-représentés parmi les créateurs.

- Les femmes, selon une étude 2014 de l'APCE, représentent 32 % des créateurs d'entreprises, alors qu'elles constituent 48 % de la population active. Cette proportion semble faible si l'on considère que près d'une femme sur cinq envisage l'expérience entrepreneuriale<sup>3</sup>. Par ailleurs, des spécificités subsistent : les créatrices se lancent dans des projets généralement moins ambitieux que leurs homologues masculins : plus petite taille d'entreprise, moins de capitaux mobilisés, moindre dynamique de développement et de recrutement à court terme.
- Les habitants des quartiers de la géographie prioritaire : les créateurs des quartiers se caractérisent par une envie de créer plus forte que la moyenne nationale mais sont également confrontés à de plus grandes difficultés de pérennisation de leur activité.
- Les jeunes : les entrepreneurs de moins de 30 ans représentent 25% des créateurs d'entreprises (étude APCE 2015). En 10 ans, le nombre de créations par les jeunes a quasiment triplé, favorisé par le régime auto-entrepreneur. Les jeunes créateurs mobilisent cependant moins de capitaux que les entrepreneurs plus âgés et la pérennité de leurs entreprises est moins élevée.

Plusieurs freins à la création sont identifiés, particulièrement le manque d'information sur les aides mobilisables, la faiblesse des apports financiers, la difficulté à mobiliser des financements externes ou encore le manque de réseaux personnels.

Pour ces différents publics, la création d'entreprise constitue pourtant un vecteur d'insertion sociale par la création de leur propre emploi.

Par ailleurs, selon une étude de l'APCE de 2013, le taux de pérennité à trois ans des entreprises est de 66%. Ce taux est plus faible s'agissant des entreprises créées par des inactifs / chômeurs de longue durée (60%) et par des jeunes chefs d'entreprise de moins de 25 ans (50%). En revanche, il augmente significativement pour les projets de création d'entreprise ayant bénéficié d'un financement extérieur, prêt bancaire (71%) ou apport en capital, ou d'un accompagnement (68%).

L'enjeu de l'accompagnement est donc clé pour assurer une meilleure réussite et la pérennité des projets, particulièrement pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

Enfin, l'Economie Sociale et Solidaire 4représente 6.8% des entreprises et 6.6 % des Equivalents Temps Plein en Île-de-France, une proportion inférieure à la moyenne nationale : 8.8% des entreprises employeuses et 9.7% des ETP. Forme d'entreprise non délocalisable et favorisant l'emploi dans un objectif de développement local pérenne et solidaire, l'ESS répond en outre à des besoins locaux et sociaux mal satisfaits et reste porteuse de valeurs démocratiques au sein des organisations. La création et la pérennité

---

<sup>2</sup> APCE / <https://www.apce.com/>

<sup>3</sup> Sondage OpinionWay pour l'APCE réalisé en 2012

<sup>4</sup> ESS

d'entreprises de l'économie sociale et solidaire est donc essentielle au développement d'une croissance durable et inclusive promue par la stratégie Europe 2020. L'enjeu se situe par conséquent dans la construction d'un parcours intégré et sécurisé permettant à chaque porteur de projet d'être orienté, accompagné et suivi à chaque étape de sa démarche, avant et après la création, avec une approche adaptée à ses besoins et son profil. Les porteurs de projets doivent pouvoir être informés et accompagnés sur l'ensemble des modes d'entreprendre existants, quel que soit leur projet.

La mise en œuvre du POR FEDER-FSE 2014-2020 doit permettre d'apporter des réponses à cet enjeu, en complémentarité avec les politiques régionales en faveur de l'entrepreneuriat<sup>5</sup> et de l'ESS<sup>6</sup>.

## **I.2/ Objectif de l'appel à projets**

L'appel à projets vise à favoriser l'accessibilité des publics éloignés de l'emploi, particulièrement les femmes, les jeunes et les publics des quartiers politique de la ville, à un parcours d'accompagnement complet et sécurisé à l'entrepreneuriat, afin d'améliorer la pérennité des entreprises ainsi créées.

Pour atteindre cet objectif, l'appel à projets vise trois types de projets différents :

- soutien à la création / reprise d'activité ;
- soutien à la création / reprise d'activité par les femmes ;
- soutien à la création / reprise d'activité dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

**Chaque projet déposé devra relever d'un de ces secteurs uniquement. Les porteurs de projets intervenant sur plusieurs de ces secteurs devront déposer un dossier de demande de subvention FSE par projet sur la plateforme des aides régionales.**

**Le type de projet – libellé du secteur du projet tel que mentionné ci-dessus - devra clairement apparaître en tête du champ « Objet » sur la page « Caractéristiques » de la plateforme de dépôt.**

## **II/ CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS**

### **II.1/ Conditions de recevabilité des projets**

Pour être recevable, un dossier doit remplir l'ensemble des conditions ci-dessous :

#### *a/ Projets soutenus*

Le FSE ne soutient pas le fonctionnement récurrent des structures mais des projets dits « complémentaires ». A ce titre, aucun soutien ne peut être accordé à des organismes demandant une subvention globale de fonctionnement.

Le POR FEDER-FSE 2014-2020 a défini trois types de projets éligibles au FSE 2014-2020 :

- soutien à la création / reprise d'activité
- soutien à la création / reprise d'activité par les femmes
- soutien à la création / reprise d'activité dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

---

<sup>5</sup> CR 87-13 du 21 novembre 2013 « Mise en œuvre de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation : la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat »

<sup>6</sup> CR 93-12 du 22 novembre 2012 « La politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire : vers l'innovation sociale, investissement régional dans les fonds RSE »

**Chaque projet déposé devra relever d'un de ces secteurs uniquement. Les porteurs de projets intervenant sur plusieurs de ces secteurs devront déposer un dossier de demande de subvention FSE par projet sur la plateforme des aides régionales.**

**Le type de projet – libellé du secteur du projet tel que mentionné ci-dessus - devra clairement apparaître en tête du champ « Objet » sur la page « Caractéristiques » de la plateforme de dépôt.**

Les projets de groupements de créateurs font l'objet d'un appel à projets FSE spécifique et ne peuvent par conséquent répondre au titre du présent appel à projet.

Les projets retenus dans le cadre de l'appel à projet « Investissements territoriaux Intégrés », volet urbain du programme opérationnel régional FEDER-FSE ne peuvent pas cofinancés par le présent appel à projets.

Il conviendra également de tenir compte des lignes de partage entre le Programme Opérationnel National pour l'emploi et l'inclusion en métropole et le Programme Opérationnel Régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine. Les projets relevant dès première lecture du programme opérationnel pour l'emploi et l'inclusion en France ne seront pas analysés lors de l'instruction du présent appel à projets.

#### *b/ Actions soutenues*

Pour chaque projet soutenu, les actions mises en œuvre pourront se décliner comme suit :

- Information (dont sensibilisation) / orientation : diagnostics, points d'accueil et d'information, permanences, ateliers... ;
- accompagnement et financement de la création-reprise et développement d'activités (accompagnement individuel et/ou collectif) notamment d'ESS à travers des coopératives (CAE, SCOP, SCIC) ;
- Suivi post-crédation - individuel et collectif - et appui au développement d'entreprises et d'activité (orientation, diagnostic, formation, mise en réseau, tutorat, parrainage, mentorat, développement d'affaires, recherche de locaux...), et notamment action de mutualisation et de coopération pour aider à la pérennisation des entreprises ESS et au développement de projets socialement innovants ;
- professionnalisation des acteurs de l'accompagnement à la création et au suivi post création, ainsi que des acteurs et des dirigeants de l'ESS, ingénierie sur l'accompagnement, la définition et le développement de nouveaux modèles entrepreneuriaux et des méthodologies propres à l'ESS ;
- aide à la réalisation d'études et de statistiques pour l'amélioration de la connaissance de l'ESS et des modèles entrepreneuriaux émergents.

#### *c/ Organismes et publics bénéficiaires*

Organismes bénéficiaires: porteurs de projets publics ou privés.

Publics bénéficiaires :

- Les demandeurs d'emploi et les inactifs ;
- Les jeunes notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Les femmes ;

- Les salariés et bénévoles des structures spécialisées dans le champ de la création/reprise d'entreprise.

#### *d/ Territoire*

Les projets doivent être réalisés en Île-de-France.

## **II.2/ Montant et taux d'intervention de l'aide FSE**

Le montant minimum de participation du FSE sur un projet est fixé à **23 000 €** par tranche annuelle.

Le taux d'intervention minimum du FSE sur un projet est fixé à **20%** du coût total éligible.

Le taux d'intervention maximum du FSE sur un projet est fixé à **50%** du coût total éligible.

## **II.3/ Cofinancements**

Le plan de financement du projet devra obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet.

Si les cofinancements mobilisés couvrent un périmètre plus large que le projet soutenu au titre du FSE, le porteur de projet devra expliquer la clé de proratisation utilisée pour calculer la part chaque cofinancement affectée au projet soutenu par le FSE.<sup>7</sup>

Les financements mobilisés dans le cadre de dispositifs mis en œuvre ou soutenus par la Région Île-de-France pourront intervenir en cofinancement du FSE sollicité dans le cadre du présent appel à projets.

## **II.4/ Temporalité du projet**

Les actions pourront se dérouler entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2016. La période de réalisation des projets ne peut pas être supérieure à 24 mois.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide. La date d'achèvement s'entend comme la date la plus tardive entre l'achèvement physique de l'opération et la date d'émission de la dernière facture.

**Si le projet se déroule pendant l'année 2015 exclusivement, il devra impérativement être déposé sur la plateforme des aides régionales avant la fin de réalisation de l'opération, et au plus tard le 17/12/2015 inclus.**

**Pour les projets se déroulant sur les deux tranches annuelles 2015 et 2016, un seul dossier pourra être déposé jusqu'au 30 janvier 2016. Dans ce cas le plan de financement devra afficher les dépenses et les ressources pour chaque tranche annuelle.**

---

<sup>7</sup> Pour justifier la proratisation du cofinancement, les cofinanceurs devront fournir une attestation de cofinancement précisant la part qu'il peut / doit consacrer à l'opération sur le budget global / annuel de fonctionnement. A défaut de justificatif émanant du financeur, le CAC ou l'expert-comptable du porteur de projet justifie par tout moyen comptable la part d'une subvention consacrée à l'opération.



## II.5/ Modalités de dépôt du dossier

Le dossier de candidature devra être transmis sur la plateforme des aides régionale de la Région Île de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr/>

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## II.6/ Complétude du dossier

Le dossier doit, à la date de clôture de l'appel à projets, contenir l'ensemble des pièces jointes requises.

**Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site :** [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)

## III/ MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

---

### III.1/ Modalités de sélection des projets

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement** (voir plus haut). Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux **critères de recevabilité susmentionnés font l'objet d'une analyse en éligibilité** (voir 2.2 plus haut) qui procède notamment à :

- l'analyse du budget et de la solidité du porteur de projets : vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect des politiques sectorielles (commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux ;
- Contribution du projet à l'atteinte des valeurs cibles des indicateurs du cadre de performance du programme opérationnel régional (nombre de créateurs-repreneurs d'entreprises et d'activités accompagnés ; taux de pérennité des entreprises accompagnées) et aux autres indicateurs mentionnés en annexe.

Les dépenses présentées sont éligibles notamment aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013 et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et le décret. fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru)

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion<sup>8</sup> ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide<sup>9</sup> ;
- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Pour les dépenses de personnel, le plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte est fixé à 122 800 €<sup>10</sup> de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE.
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.

**Une liste indicative des catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du fonds social européen est présentée en annexe.**

### **III.2/ Analyse en opportunité des projets soutenus**

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la Direction du développement économique et de l'innovation afin qu'un avis en opportunité, structuré notamment selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

- Critères relatifs à la qualité de l'opération présentée :
  - Concordance de l'opération avec l'appel à projet, dont pertinence du projet au regard des publics prioritaires : demandeurs d'emplois, femmes, jeunes, habitants des quartiers Politique de la Ville, porteurs de projets de l'ESS ;
  - Pertinence de l'opération, dont méthodologie d'accompagnement - notamment pour les publics prioritaires - cohérence financière, adéquation entre les coûts du projet et les résultats escomptés ;
  - Caractère structurant et/ou innovant de l'opération, dont articulation du projet avec les autres projets mis en œuvre par ces acteurs et capacité à proposer un parcours intégré aux publics cibles, possibilité de poursuite de parcours
  - Inscription de l'opération dans une politique régionale.
- Critères relatifs à la qualité du montage de l'opération présentée et notamment :
  - Qualité du partenariat et de la gouvernance dont qualité des relations avec les acteurs de la création d'entreprise intervenant sur le territoire ;
  - Concordance des moyens envisagés avec les actions prévues et les résultats attendus dont moyens humains mobilisés notamment compétences mises à disposition et expérience avec le public ciblé ;
  - Pertinence du calendrier présenté.

<sup>8</sup> Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

<sup>9</sup> Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

<sup>10</sup> Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

#### IV/ CALENDRIER DE SELECTION

---

- **16 octobre 2015** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)
- **17/12/2015** : date limite de dépôt des candidatures pour les projets se déroulant uniquement sur l'année civile 2015 et se terminant donc au plus tard le 31/12/2015)
- **30/01/2016** date limite de dépôt des candidatures pour les projets se déroulant sur les deux tranches annuelles, se terminant postérieurement au 31 décembre 2015 et au plus tard le 31 décembre 2016

**Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.**

- **A partir du 2 février 2016** : instruction des dossiers par la Direction des financements européens et la Direction du développement économique et de l'innovation de la Région Ile-de-France.
- **A partir du 9 février 2016** : présentation à la Commission consultative des élus et au Comité de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir du 9 février 2016** : signature des conventions.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la cellule ingénierie de projet et animation territoriale de la Direction des financements européens de la Région Île de France sur demande envoyée à :

**contact-FEDER-FSE@iledefrance.fr**

#### V/ CONFIDENTIALITÉ

---

La Région Île-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats..

## ANNEXES

---

### Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

**Le présent appel à projet s'inscrit notamment dans les obligations issues des textes suivants :**

- Règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional
- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Décret. fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru)<sup>11</sup>
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013

## **Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de fonds européens structurels d'investissement (FESI)**

### *1/ Transparence comptable*

Tous les bénéficiaires d'une subvention européenne doivent être en capacité d'isoler au sein de leurs comptabilités générales, les charges et les produits liés à l'opération. Le porteur s'engage donc à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives originales peut être retenu (ou leur copie, si le porteur est doté d'un comptable public). Ces pièces doivent être conservées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles.

### *2/ Respect des règles relatives à la commande publique*

Si le porteur est soumis au Code des marchés publics ou à l'ordonnance de n°2005-649 du 6 juin 2005, l'opération fera l'objet d'un contrôle de régularité de la commande publique. En effet, le respect des règles de la commande publique est une des conditions de l'éligibilité aux Fonds européens structurels et d'investissements (FESI) quelle que soit la nature de l'achat (travaux, fournitures, services) et le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse selon des critères prédéfinis.

### *3/ Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

Dans cette attente, le porteur peut se référer à la documentation figurant à cette adresse : <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

### *4/ Recours aux options de coûts simplifiés*

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

La Région Île-de-France, autorité de gestion, autorise l'utilisation d'un taux forfaitaire de 15% des frais de personnels directs pour calculer les coûts indirects (article 68-1b du règlement général n° 1303/2013).

#### Pour mémoire :

- Les coûts directs sont les coûts directement liés à une activité particulière de l'organisme, dont le lien avec cette activité particulière peut être démontré (par exemple via un pointage horaire direct).
- Les coûts indirects sont généralement des coûts qui ne sont pas ou ne peuvent pas être liés directement à une activité particulière de l'organisme en question. Ces coûts peuvent comprendre les dépenses administratives, pour lesquelles il est difficile de déterminer avec précision la somme attribuable à une activité particulière.
- Les frais de personnel sont les coûts résultant d'une convention entre employeur et employé, ou de contrats de service pour personnel externe (à condition que ces coûts soient clairement identifiables). Par exemple, si un bénéficiaire fait appel aux services d'un formateur externe pour ses formations internes, la facture doit identifier les différents types de coûts. Le salaire

*du formateur sera classé dans la catégorie des frais de personnel externe. Cependant, le matériel pédagogique, par exemple, ne pourra pas être pris en compte. Les frais de personnel comprennent la totalité de la rémunération, y compris les prestations en nature conformes aux conventions collectives, versée aux personnes en contrepartie d'un travail lié à l'opération. Ils comprennent également les impôts et les contributions des salaires à la sécurité sociale (premier et deuxième pilier, troisième pilier seulement si prévu par convention collective) ainsi que les contributions sociales obligatoires et volontaires de l'employeur. Les frais de voyage professionnels ne sont, par contre, pas considérés comme des frais de personnel. Les indemnités ou salaires versés au profit de participants aux opérations du FSE ne sont pas considérés comme des frais de personnel non plus.*

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base de ce taux forfaitaire de 15%.

Exemple de financement à taux forfaitaire 15% pour les coûts indirects :

Le projet de budget s'établit comme suit :

- Frais de personnels directs : 30 000 euros
- Autres coûts directs éligibles : 15 000 euros (dont par exemple information/publicité...)

Application de l'option de coût simplifié à 15% des frais de personnels directs :

- Coûts indirects = 15% des frais de personnels directs : 4500 euros
- Total des coûts éligibles : 49 500 euros

Piste d'audit applicable :

Objet	Pièces
Catégories de coûts éligibles sur la base desquelles le taux sera appliqué pour calculer les montants admissibles	Frais de personnel directs: <ul style="list-style-type: none"> <li>• définition claire des frais de personnel;</li> <li>• preuve des couts salariaux (fiches de paie, relevé des heures de travail le cas échéant, conventions collectives justifiant les prestations en nature le cas échéant, facture détaillée du fournisseur externe).</li> </ul>
Taux forfaitaire	Le document énonçant les conditions de soutien comportera une référence à l'article 68, paragraphe 1, alinéa b) du RPDC.
Catégories de coûts éligibles qui seront calculées avec le taux forfaitaire	Aucune justification n'est nécessaire.
Catégories de coûts éligibles auxquelles le taux n'est pas appliqué et qui ne sont pas calculées avec le taux forfaitaire	Les autres couts directs comme les frais d'hébergement et de voyage, les repas, les informations et la

	publicité devraient être justifiées au moyen des factures et preuves de prestation appropriées le cas échéant.
--	---

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

Règle applicable **uniquement** au FSE :

Conformément à l'article 14 paragraphe 4 du Règlement (CE) n°1304/2013 relatif au Fonds social européen, le recours aux coûts unitaires, montants forfaitaires ou financements à taux forfaitaires (options de coûts simplifiés) est obligatoire pour les petites opérations. Ces petites opérations sont définies comme « des subventions et une assistance remboursable pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 euros ». Le terme de « soutien public » au sens de l'article 14 n'inclut ni la contribution publique fournie par le bénéficiaire, le cas échéant, ni les indemnités ou salaire versés par un tiers au profit des participants.

**Exemple (propre au FSE):**

*Le projet de budget d'un organisme pour une opération au cout total éligible de 70 000 EUR est le suivant:*

- Financement public national 10 000 EUR
- FSE 35 000 EUR
- Autofinancement 15 000 EUR
- Indemnités aux participants payées par le service public de l'emploi 10 000 EUR

**Total du plan de financement 70 000 EUR**

*Malgré un financement total de 70 000 EUR, ce projet s'inscrit dans la catégorie de projets pour lesquels les couts simplifiés sont obligatoires :*

*L'auto financement (15 000 EUR) d'un organisme public n'est pas pris en compte lorsque l'on détermine le soutien public verse au bénéficiaire.*

*Les indemnités aux stagiaires payées par le service public de l'emploi (10 000 EUR) ne sont pas comptées non plus étant donné qu'ils sont versés par un tiers aux participants.*

*Le soutien public s'élève donc au total de (35 000 EUR + 10 000 EUR =) 45 000 EUR, ce qui est inférieur au seuil de 50 000 EUR.*

*5/ Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants*

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- **Au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales** : un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le Programme



opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé ;

- **Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde) :** des fichiers de reporting (téléchargeables sur la plateforme des aides régionales) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion ;

- **à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention :** La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion ;

Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

**La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement du solde et le reversement des acomptes. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site [europe.iledefrance.fr](http://europe.iledefrance.fr) ainsi que sur la plateforme des aides régionales.**

#### *6/ Communication européenne*

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
  - L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
  - Le logo « L'Europe s'engage en Île-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Île-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
  - Pour « l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « L'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.



Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

#### *7/ Contrôle et transmission des pièces*

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle. Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévues seront réalisées par l'autorité de gestion. Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire. Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

#### *8/ Conservation des pièces*

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération. En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

### Annexe 3 : Liste des indicateurs

#### Liste des indicateurs du programme opérationnel régional FEDER-FSE relatifs à l'appel à projet "actions en faveur de l'entrepreneuriat"

Axe n°3 : Favoriser la création et reprise d'activité, assurer une intégration durable dans l'emploi

OS 4 : Augmenter le nombre de créations/reprises d'entreprises

Intitulé de l'indicateur	Type d'indicateur	Données à recueillir*
<b>Nombre de porteurs de projet entrepreneurial accompagnés</b>	Réalisation	
Tous publics confondus	Réalisation	Nombre total de participants
Femmes	Réalisation	Sexe des participants
Publics issus des quartiers de la politique de la ville	Réalisation	Adresse des participants
Projets ESS	Réalisation	Nature des activités et statut juridique
<b>Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant au terme de leur participation</b>	Résultat	Situation du participant au terme de l'action
<b>Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant 6 mois après la fin de leur participation</b>	Résultat	Situation du participant 6 mois après la fin de l'action
<b>Nombre d'entreprises créées ou reprises par les participants à la sortie de l'action (dans les 6 mois suivant leur participation)</b>	Résultat	Nombre d'entreprises créées ou reprises dans les 6 mois après la fin de l'action
<b>Nombre d'entreprises créées ou reprises par des femmes</b>	Résultat	Nombre d'entreprises créées ou reprises par des femmes
<b>Nombre d'entreprises créées ou reprises dans les quartiers politique de la ville</b>	Résultat	Nombre d'entreprises créées ou reprises dans les quartiers politique de la ville
<b>Taux de pérennité à 3 ans des entreprises créées ou reprises</b>	Résultat	Pourcentage d'entreprises existantes 3 ans après leur création ou reprise
<b>Augmentation du nombre d'entreprises de l'ESS</b>	Résultat	Nombre d'entreprises ESS au début du programme et nombre d'entreprises ESS à la fin du programme

\* Les données à recueillir pour compléter l'indicateur correspondant sont transposées en questions à poser aux participants dans les "questionnaires participants"

#### **Annexe 4 : Questionnaires de recueil des données relatives à la situation des participants**



Appel à projets FSE – Année 2015  
 Axe prioritaire 3 : Favoriser la création et reprise d'activité, assurer une intégration durable dans l'emploi  
 Objectif spécifique 4 : Augmenter le nombre de création/reprise d'entreprises  
 Actions en faveur de l'entrepreneuriat

## Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile-de-France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile-de-France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....  
 N° convention FSE : .....  
 Date d'entrée dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

### Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....  
 PRENOM (en capitales) : .....  
 Date de naissance : ...../...../..... (jj/mm/année)    Sexe : homme ☐    femme ☐  
 Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) : .....  
 Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....  
 Code postal : ..... Commune : .....  
 Numéro de téléphone (mobile) : .....  
 Numéro de téléphone (domicile) : .....  
 Courriel : .....@.....

**Question 1. Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action**

- ☐ En emploi (salarié, à votre compte, indépendant)
- ☐ En recherche active d'emploi      Durée de la recherche : .....(nombre de mois)
- ☐ Inactif en formation ou en école
- ☐ Inactif ni en formation et ni en école

**Question 2. Etes-vous porteur d'un projet entrepreneurial ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non
  - Si oui est-ce dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?
    - ☐ Oui
    - ☐ Non

**Question 3. Quel est le plus haut niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'action ?**

- ☐ Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école
- ☐ 6e à 4e ou formation préprofessionnelle de 1 an (Niveau VI)
- ☐ 3e ou 4e-3e techno. ou inférieur terminale de 2nd cycles courts professionnels (Niveau Vbis)
- ☐ Abandon avant terminale, terminale de 2nds cycles courts pro (Niveau V)
- ☐ Classe terminale, abandon post bac, niveau bac (Niveau IV)
- ☐ Diplôme bac +2 (Niveau III)
- ☐ Diplôme supérieur au bac + 2 (Niveaux II et I)

**Question 4. Situation du ménage**

4a. Vivez-vous dans un ménage où personne n'est en emploi ?

- ☐ Oui      → 3b. Si oui, y'a-t-il des enfants à charge dans ce ménage ? Oui ☐ Non ☐
- ☐ Non

4c. Vivez-vous dans une famille monoparentale avec des enfants à charge ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 5. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap (allocation, pension ou carte d'invalidité...) ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 6. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés) ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 7. Etes-vous sans domicile fixe ou confronté à l'exclusion de votre logement ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

**Question 8. Un de vos deux parents est-il né à l'étranger ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas





Appel à projets FSE – Année 2015

Axe prioritaire 3 : Favoriser la création et reprise d'activité, assurer une intégration durable dans l'emploi

Objectif spécifique 4 : Augmenter le nombre de création/reprise d'entreprises

Actions en faveur de l'entrepreneuriat

## Questionnaire de recueil des données à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Île-de-France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

### Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/année)      Sexe : homme ☐      femme ☐

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

**Question 1. Avez-vous suivi la formation jusqu'à la fin?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**Question 2. Qualification obtenue à la fin de la formation**

Avez-vous obtenu une qualification au terme de votre formation ?

- ☐ Oui

Si oui, laquelle ?.....

Niveau :

- ☐ Niveau V (CAP, BEP...)
- ☐ Niveau IV (Bac)
- ☐ Niveau III (BTS, DEUG, DUT...)
- ☐ Niveaux II et I (Master...)

- ☐ Non

**Question 3. Situation au terme de la formation**

- ☐ Suivez-vous un enseignement ou une formation au terme de votre participation ?

Si oui, lequel ?.....

- ☐ Etes-vous en recherche d'emploi sans suivre de formation ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

- ☐ Avez-vous trouvé un emploi à la fin de votre formation ?

- ☐ Oui

Si oui, de quel type ? (Une seule réponse possible)

- ☐ activité indépendante, création d'entreprise
- Si oui avez-vous créé ou repris une entreprise ?
    - ☐ Oui
    - ☐ Non
      - Si oui est-ce une entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?
        - ☐ Oui
        - ☐ Non
  - ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)
  - ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
  - ☐ emploi aidé

- ☐ Non





## Annexe 5 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

SYNTHÈSE DES DÉPENSES ÉLIGIBLES ET NON ÉLIGIBLES FEDER / FSE	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel ;</li> <li>- Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants ;</li> <li>- Dépenses d'amortissement (3 conditions) ;</li> <li>- Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière ;</li> <li>- Dépenses de location ;</li> <li>- Dépenses directes de sous-traitances ;</li> <li>- Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité ;</li> <li>- Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées ;</li> <li>- Contributions en nature ;</li> <li>- Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés) ;</li> <li>- TVA et autre taxes non déductible.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge ;</li> <li>- Frais débiteurs, agios et autres charges financières ;</li> <li>- TVA déductible, compensée ou récupérable ;</li> </ul>
FSE <sup>12</sup>	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses acquittées par un organisme tiers (régies par des dispositions spécifiques) dûment justifiées ;</li> <li>- Allocations et aides individuelles versées aux participants ;</li> <li>- Primes à la création d'activité versées aux participants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat d'infrastructures, de terrains ou d'immeubles.</li> <li>- La rémunération des stagiaires</li> </ul>